



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe - VD

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société
SAPROTEC de fournir le calcul des garanties
financières pour la mise en sécurité de ses
installations situées à DOUAI Frais Marais**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais

Préfet du Nord

Officier de la légion d'Honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 171-6, L 171-7, L 514-1, L 516-1, R 516-1 et R 516-2 relatifs à la constitution des garanties financières pour certaines catégories d'installations classées

Vu le décret 2012-623 du 3 mai 2012 relatif à la mise en place de garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées,

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié le 12 février 2015 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, en application du 5° de l'article R516-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 novembre 1993, modifié le 23 décembre 2009, autorisant la société SAPROTEC, siège social : 3393, route de Tournai - 59500 DOUAI Frais Marais - à exercer une activité de traitement de surface à cette même adresse ;

Vu les courriers de relance du 13 juin 2013 et 3 mars 2014 adressées à l'exploitant par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, demandant une proposition de calcul du montant des garanties financières ;

Vu le rapport du 29 mai 2015 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier du 30 juin 2015, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que la société SAPROTEC n'a pas fourni le calcul du montant des garanties financières ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAPROTEC de fournir ce calcul, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - La société SAPROTEC, dont le siège et l'établissement sont situés 3393 route de Tournai à DOUAI – Frais Marais, est mise en demeure de fournir le calcul des garanties financières pour la mise en sécurité des installations visées à l'article 2 selon les modalités définies par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

Article 2 : Les garanties financières mentionnées à l'article 1 du présent arrêté sont rendues exigibles par l'exploitation des activités classées suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques/alinea
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes

Article 3 - Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DOUAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de DOUAI ,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de DOUAI et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .



Fait à Lille, le 17 3 AOU 2010

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Secrétaire Général

Gilles BARSACQ